

... COLUCHE... P.5... ENTRETIEN...

T2137 - 385 - 4,00 F

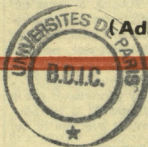
le monde

libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel. 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 385 JEUDI 22 JANVIER 1981 4,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste



Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

hebdomadaire

LE CHEMIN DE CROIX POLONAIS

F.A....
FR3...
29 janvier...
18 h 55...

SOMMAIRE

PAGE 1
Editorial
PAGE 2
Activités des groupes
PAGE 3
En bref
Une seule réforme de l'armée...
Eux, ils ne votent pas
Lettre
PAGE 4
A Boulets Noirs
Les nationaux-communistes...
Communiqué
PAGE 5
Coluche raconte
PAGE 6
Informations internationales
PAGE 7
Livres, spectacles, B.D.
PAGE 8
Solidarité avec Solidarnosc



Editorial

JEUUDI dernier, dans la grande salle du Vatican, s'est déroulé un spectacle légalisant ! Deux Polonais notoires, le syndicaliste Walesa et le pape Wojtyla, se retrouvaient, et les paroles apaisantes comme les vœux pieux se sont répandues abondamment. On a dû pleurer dans les chaumières en jetant un regard sur le Christ en bois (pas celui de Gaston Couté) accroché au mur ! Paix aux hommes de bonne volonté, mais une fois les homélies terminées, les dures réalités reprennent leurs droits !

En Pologne, rien n'est réglé, et « Solidarité », ballotté entre l'Eglise, l'appareil impitoyable du parti, et le désir des masses d'accéder à la liberté risque d'être emporté par les passions contradictoires qu'ont déclenché la révolte des travailleurs contre l'Etat totalitaire. Au cours de son entretien à la télévision, à la fois prudent et insignifiant, Walesa a laissé échapper : « J'y crois. Je peux être vaincu mais je ne douterai jamais ». Nalveté, prudence, roublardise d'un homme né dans le sérail ? Naturellement, au Vatican, Dieu propose, mais sur les frontières de la Pologne, c'est Moscou qui dispose et lorsque de tels amis viennent vous embrasser, leurs étreintes sont d'une vigueur qui laisse parfois des traces de sang sur votre visage. Il semble que les syndicalistes polonais n'aient pas bien compris le

jeu que les classes dirigeantes libérales ou autoritaires jouent en alliance !

Lorsqu'il proclame l'indépendance politique de son syndicat, Walesa fait, volontairement ou pas, la confusion dans laquelle se complaisent toutes les organisations réformistes. Il confond l'indépendance de son syndicat envers les partis qui prétendent le diriger, avec la lutte sur le plan économique qui débouche obligatoirement sur la modification des structures qui est du domaine politique dans la société en place. Où est alors la frontière entre l'économique et le politique ? En vérité, l'indépendance syndicale, c'est la possibilité de changer les structures pour faire aboutir les revendications en dehors des intérêts vrais ou supposés d'un parti qui prétend diriger l'organisation ouvrière ! Ou alors, on s'en tient à un réformisme de collaboration de classes qui se limite au « possible » dans le cadre du système en place. Et dans ce cas, le langage de M. Kania, Premier ministre polonais, n'est pas différent de celui de M. Barre, premier ministre français, et le langage de Walesa et de ses amis est le même que celui de Maire, Bergeron, Ségué et consorts.

Les sociétés en place, surtout lorsque comme en Pologne les classes dirigeantes sont relativement jeunes, n'ont qu'un souci : durer par n'importe quel moyen, or elles ne peuvent durer qu'en appliquant la logique d'une situation économique existante. L'Etat sera totalitaire ou libéral et il ne passera de l'un à l'autre qu'à travers une révolution qui écartera brutalement une classe dirigeante au profit d'une autre. La greffe d'un syndicalisme indépendant sur les structures d'une société totalitaire ne peut qu'accélérer le processus de

décomposition de l'économie et précipiter les affrontements de classes. A ce niveau, la situation de la Pologne est tragique, car cette mutation possible s'inscrit dans la confrontation à l'échelle mondiale du libéralisme américain et du totalitarisme russe.

En vérité, pour le mouvement ouvrier polonais, la marge est étroite et le choix se limite à deux formes d'exploitation, celle imposée par l'impérialisme marxiste-léniniste et l'autre, plus feutrée, moins contraignante des sociétés judéo-chrétiennes dont le pape est le symbole. « Solidarité » ne pourra tenir sur cette position d'un syndicalisme libre dans le cadre d'un Etat totalitaire. Certes, ses efforts lui permettront pour un temps de distendre ses liens, mais cette liberté relative disloquera une économie incompatible avec le libéralisme et l'affrontement s'imposera.

Le drame, qui n'est pas seulement celui de la Pologne mais de toutes les démocraties populaires, c'est justement d'avoir été poussé par le marxisme léniniste à ce choix monstrueux entre deux formes d'exploitation : la forme totalitaire et la forme libérale qui, en alternance, maintiennent les travailleurs dans des situations d'exploitation de classe. Et c'est ainsi que petit à petit, même dans les pays occidentaux, la libération économique des travailleurs a été remplacée par leur installation, le moins mal possible, dans une société qui continue à les exploiter.

On voit mal comment Walesa et ses amis pourront sortir de ce dilemme et toutes les prières du Vatican seront un bien mince recours contre les orages qui se préparent à l'Est et qui pourraient bien s'étendre au reste du monde.

F° P. 2520

A BOULETS NOIRS

Au sujet du coup de force du PC contre un foyer d'immigrés à Vitry

L'Humanité du 10 janvier traitait sur trois colonnes à la une : « Riposte au coup de force raciste du maire de Saint-Maur, avec le PCF et l'UD-CGT ».

Rien que ce titre évocateur tout un programme. Quand on pense que certains se demandent si la CGT est à la remorque du PCF ! Evidemment, c'est peut-être le PCF qui est à la remorque de la CGT, vu que l'un et l'autre sont « tenus » par les mêmes communistes. Quant au racisme, Marchais a déclaré aux journalistes, face aux caméras de télévision : « En matière de racisme, nous n'avons de leçon à recevoir de personne ». Paul Laurent, lui, apporte la « réplique aux calomniateurs » :

« Nous nous indignons, sans d'ailleurs nous en étonner, étant donné la violence actuelle des campagnes anti-communistes, de voir à la veille de la manifestation de Vitry un étrange conglomerat allant du parti socialiste aux anarchistes, de la CFDT à l'extrême-droite, tout faire pour s'opposer à son succès tout en déversant sur nous un torrent d'injures ».

Il est vrai que les anarchistes sont à l'opposé des « socialistes », pour une société sans Etat ; mais cette présentation, PS-anarchistes, CFDT-extrême-droite, laisse comme un arrière-goût de malhonnêteté. On se demande s'il ne faut pas penser PS identique à CFDT, extrême-droite identique à anarchistes. Allez donc, qu'est-ce qu'on va chercher ! Les communistes, c'est vrai, pour la calomnie, ne font pas de subtilité, plus c'est gros, plus ça marche. Et Paul Laurent de poursuivre :

« Tous les travailleurs, tous les démocrates, les hommes de progrès auront à cœur d'apporter à nos calomniateurs la réplique qui s'impose en participant massivement à la manifestation qui commencera demain 10 heures, à la gare de Vitry ! »



Ils étaient quatre à cinq mille. Pour la région parisienne, ça fait peu d'« hommes de progrès » ! C'est quand même pas un sujet de satisfaction car on peut s'étonner que quatre à cinq mille personnes soient prêtes à soutenir de telles saloperies. Il est vrai que la politique n'est qu'opportunisme, reniement, volte-face. Tout en se défendant de l'accusation de racisme, satisfaire les sentiments racistes et patriotiques entretenus par le PCF, entre autres, dans la

population, voilà peut-être un calcul électoral positif. Nos sorciers resteront-ils toujours maîtres des démons qu'ils animent ? Ils sont bien passés de l'approbation du pacte Hitler-Staline à la Libération ! Et puis, avec la complicité de tous les gouvernants, des aspirants au pouvoir et des médias à la solde, on avale tout. Regardez l'Afghanistan et la Pologne !

T.L.

De quoi se déridier...

La littérature suivante est extraite d'une publicité s'adressant à nos campagnes :

« Le bonheur d'être belle sans déséquilibrer votre budget : 500 F pour dix enveloppes d'al-



gues et de plantes sélectionnées pour leurs vertus amincissantes, raffermissantes et relaxantes ; pour avoir la peau bronzée en hiver, quatorze séances d'UVA : 500 F ; une révolution dans l'épilation : des jambes et des cuisses lisses, nettes du 1^{er} janvier au 31 décembre. Forfait de 400 F ; gymnastique passive. Vingt séances : 500 F ; nettoyage profond de la peau : 130 F ; traitement anti-rides. Cinq séances : 140 F.

Total : 2 170 francs, au quart de poil près. De quoi avoir les cuisses lisses... et la bourse plate...

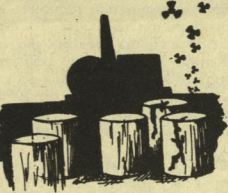
Vive l'ampère-heure !

Depuis quelques années, la politique du gouvernement et des technocrates d'EDF-GDF en matière d'énergie a été variable, ondulante et, en quelque sorte, triphasée.

Première phase : la publicité d'EDF pousse les consommateurs au « tout électrique », propre, pratique, agréable. Parallèlement, la Gaz de France entreprend une campagne pour le gaz qui, souligne-t-on finement, est « naturel », comme l'eau minérale ou Europe 1 !...

Deuxième période : virage en épingle à cheveux concernant le « tout électrique ». Plus de publicité. C'est trop cher, trop

gourmand en énergie. Le fuel étant par ailleurs hors de prix, il nous reste le gaz... naturellement !



Troisième et tout dernier épisode : Giraud, le bouillant ministre de l'industrie et de l'énergie, ordonne à EDF-GDF de réduire la consommation de gaz. Renversement de vapeur... Et en avant, une nouvelle fois, pour le « tout électrique ».

A première vue, on pourrait croire que nos grands irresponsables ont découvert l'énergie éolienne, ce bon vent qui fait tourner les Giraud, pardon... les girouettes. En réalité, la propagande pour le « tout électrique » s'accompagne de discrètes considérations du genre : « Maintenant, avec nos centrales nucléaires, c'est l'avenir, le prix de l'électricité va baisser, etc., etc. ».

De la propagande, quoi, pour nous faire mieux avaler la pilule (et les piles) atomique.

Restons sourds à ce baratin en nous bouchant les oreilles. Avec de la méga... ouate !

A l'Est, rien de nouveau

Les nouvelles qui parviennent de l'Est démontrent que nous aurions tort de ne pas nous ébaudir devant les merveilles du « socialisme réel ».

En voici deux trouvées le même jour dans un quotidien.

De Pologne : « Les ouvriers et les paysans de Rzeszow exigent que la réserve de chasse gouvernementale d'Arلامowo, proche de la frontière soviétique, soient ouverte au public et que ses pavillons soient transformés en maisons de repos pour les travailleurs ».

La démocratie est très avancée là-bas, comme dit Marchais. Mais les seigneurs de la Nomenklatura n'ont pas encore accompli leur nuit du 4 août !...

De Tchécoslovaquie maintenant : « Deux contestataires de Prague ont été condamnés à dix et douze mois de prison pour avoir chanté, lors du mariage d'un ami, des chansons subversives ».

C'est gai la vie de Bohême : un air qui déplaît aux autorités, et vous êtes conduits au violon ! Voilà qui rend encore plus insupportable le refrain sur « le bilan globalement positif » !...

S.B.

LES NATIONAUX-COMMUNISTES ET L'OBJECTION

DEPUIS plusieurs mois, certains objecteurs OP20 de la région parisienne appelaient de toutes leurs voix les politiciens du PS et du PC à soutenir leurs revendications expurgées de toute perspective antimilitariste (voir ML n° 378). Le dernier appel en date étant constitué par un manifeste pouvant être signé par n'importe qui ou n'importe quoi. La réponse du parti communiste à cet égardement des objecteurs est parue dans L'Humanité du 20 janvier 1981. Cette réponse du berger à la bergère mérite la citation, non pas pour son originalité (seuls les apprentis-politiciens pourront être surpris), mais par sa démagogie et son nationalisme.

Après s'être interrogé sur l'ampleur qu'aurait pu prendre récemment l'objection et l'insoumission — à quelques mois des élections, sait-on jamais ! — le sieur Baillet (responsable des problèmes de Défense) établit clairement les positions du PC au sujet du refus de l'armée.

En fait, l'objection de conscience et l'insoumission servent de support à une relance de la campagne antimilitariste. Campagne qui vise la jeunesse et qui rejoint celle menée en faveur de la drogue, du refus d'étudier et de travailler ou qui tend à excuser la délinquance sous prétexte de laisser à chaque jeune le droit de mener sa vie à sa guise. L'amalgame est plaisant ! L'objection serait-elle une nouvelle drogue douce, le symptôme d'un refus de travailler et d'étudier, ou l'engagement sur la pente fatale de la délinquance ?

Soyons sérieux ! Cette confusion permet au parti communiste d'offrir une image de marque électorale. Comme pour l'affaire de Vitry, il est plus utile de gagner les votes des ouvriers séduits par le langage musclé de la droite classique au sujet de l'émigration, de la sécurité, de la drogue, du refus de travailler... plutôt que d'analyser et d'expliquer sociologiquement les causes des problèmes. Et si ce langage démagogique choque quelques intellectuels communistes, la porte est grande ouverte, de toute façon, d'autres viendront se frotter au « parti des travailleurs ». Les propositions de réforme du statut d'objecteur émises par le PC sont simples et sans innovation : Les objecteurs de conscience sont dispensés de l'instruction militaire et de l'usage des armes. Ils ne sont ni favorisés ni pénalisés par rapport aux autres jeunes gens qui accomplissent leur service militaire. (Manifeste Vivre libre). Les exemptions pour l'objection de conscience, dûment reconnues, c'est-à-dire pour motif philosophique ou religieux, ne peuvent être accordées qu'à titre exceptionnel, et la procédure doit être décentralisée et démocratisée (art. 61 : Proposition de loi pour un statut démocratique du soldat). Le changement dans la continuité en somme : la seule modification concerne la décentralisation de la future commission juridictionnelle, qui déclarera valable ou non les motivations de l'individu. Quant à la procédure démocratique, je suppose, puisque démocratie veut dire souveraineté du peuple (en théorie du moins) qu'il s'agirait d'élire les membres de la commission, alors qu'actuellement ils sont nommés par le gouvernement. Est-ce cela ? Donc, pas de remise en cause du rôle de la commission juridictionnelle, pas d'élar-

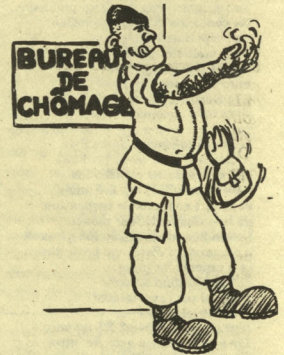
gissement des motivations ; même sur le seul plan réformiste, c'est maigre...

Cependant, soucieux de défendre la liberté de chaque citoyen, le PCF défend personnellement tout objecteur de conscience qui est injustement sanctionné pour ses convictions. Que le cri est faible, lorsque le cœur n'y est pas. Je ne me rappelle pas d'exemple où le PC a défendu un objecteur, et pourtant, des dizaines d'individus se retrouvent en prison, sanction injuste de leurs convictions non reconnues par la commission juridictionnelle.

Est-ce bien utile de souligner que pour le parti communiste, soutenir ou prôner l'objection, c'est porter atteinte à l'armée de conscription en tarissant son recrutement ; c'est favoriser la mise sur pied d'une armée de métier dont l'intégration à une défense européenne sous le contrôle de l'OTAN serait rendue plus facile. Comme quoi les objecteurs se révèlent être des militaristes inconscients, tout en oubliant que, du fait de la haute technicité des armes et de l'importance des corps d'intervention professionnels, l'armée de conscription n'est plus aujourd'hui qu'un souvenir.

Avant de conclure, Louis Baillet assigne les projets du RPR et du PS, ainsi que la pratique du « pouvoir giscardien » qui tendent à vider le service militaire de tout contenu. En définitive, il est nécessaire de rejeter toute solution démagogique qui fait le jeu de la bourgeoisie. Être révolutionnaire aujourd'hui, ça n'est pas être objecteur de conscience ou insoumis. C'est être pour le service militaire dont le contenu doit être amélioré et démocratisé.

Pour les anarchistes, être révolutionnaire serait plutôt vouloir la destruction de toute armée parce que rempart de toute société autoritaire et hiérarchisée, parce qu'outil de destruction de toute



tentative d'émancipation sociale. L'amélioration et la démocratisation de l'armée n'évitera pas une issue fatale à toute tentative de révolution globale et non pas seulement changement de classe sociale, c'est-à-dire à des révolutions politiques. L'armée ne peut servir que les « révolutionnaires » voulant imposer leur pouvoir (qu'il soit populaire, marxiste, islamique). Elle ne servira jamais ceux qui veulent supprimer l'exploitation et la domination.

Pascal BEDOS

COMMUNIQUÉ

La coordination libertaire latino-américaine (CLLA) informe que les 31 janvier et 1^{er} février 1981 aura lieu la conférence au local : 33, rue des Vignoles - Paris 20^e. Métro : Avron.

Thèmes proposés :

Samedi 31 janvier :

- 10 h : présentation des personnes présentes ;
- 12 h : thème 1 : information des personnes présentes en matière de solidarité et contacts actuels en Amérique Latine ;
- Thème 2 : propositions concrètes de coordination de solidarité avec les prisonniers et poursuivis en Amérique Latine ;
- Thème 3 : proposition : création d'une coordination au niveau européen... ?
- Thème 4 : divers points.

Dimanche 1^{er} février :

- 10 h : conclusions finales de la rencontre.
- 15 h : inter-échanges de camaraderie et musique latine, 14 rue de Nanteuil Paris 75014, métro : Plaisance.

Commission d'organisation : Chungundo Gonzalez.

COLUCHE RACONTE



COLUCHE — « Fédération Anarchiste »... Je croyais qu'anarchiste et groupes, c'était plutôt incompatible ! J'avais compris ça, moi. M'enfin, tu sais, j'avais cru aussi que liberté, c'était absolu, alors... J'ai peur des mots qui transportent une idée aussi définie ; on m'a souvent demandé si j'étais anarchiste et j'ai toujours répondu non, parce que j'ai l'impression que c'est un nom de groupe, justement. Je côtoie des gens qui sont dans le même cas que moi, et c'est comme ça qu'on fait des groupes, des petits groupes d'amis, comme ça ; c'est une espèce de petite société au milieu d'une grande... Quant à être anarchiste « de métier », si je puis dire, c'est-à-dire par vocation, je ne sais pas ce que ça veut dire. Alors, qu'est-ce qui vous intéresse ?

M.L. — Nous sommes abstentionnistes par définition...

COLUCHE — ...Oui, moi aussi. Ben, c'est une bonne idée de se compter, quand même, ou du moins de participer à ce que l'aura des hommes politiques tombe par terre, je crois que c'est notre fonction.

M.L. — ...et traditionnellement notre position est celle du boycottage.

COLUCHE — C'est comme si je picolais, et que je ne me compte pas parmi les alcooliques. Le jour où il y aura une loi contre les alcooliques, j'ai beau ne pas être justiciable à cause de ce que je bois, je me mettrai quand même en action avec eux pour les défendre, par affinité !

M.L. — Le problème est de savoir si, de l'intérieur, on peut mieux démystifier le suffrage universel et l'électoratisme ?

COLUCHE — Pour l'instant, on ne peut pas faire mieux que ce que je fais ! J'ai simplement pensé que si je me présentais, avec la position que j'avais dans la société française en tant que rigolard extrêmement grossier, on allait sûrement ramasser un paquet de voix ! Je m'étais pas gourré là-dessus. Il y a longtemps que j'y pensais, de me présenter pour leur foutre au cul, je savais que c'était possible ; je crois qu'il faut essayer de le faire. Maintenant, moi je me pose pas la question que vous vous posez, parce que moi, je suis un individu tout seul et je considère que les autres sont dans le même cas que moi. A travers un canard, vous parlez à des gens, si vous décidez de les mobiliser pour voter pour moi, j'approuve pas qu'il vont le faire et, individuellement, si vous leur dites le contraire, peut-être ils vont le faire quand même... Je vois pas bien où va la discussion. Mais comme on a rien d'autre actuellement sous la main pour démystifier la politique — et puis la politique, on en consomme énormément, en dehors de toute idée générale d'anarchie ou pas anarchie ! On est consommateur de politique, et ça, on en est sûr ; et plus on est marginal et plus on est consommateur, car, à partir du moment où on s'écarte soi-même du centre, c'est-à-dire des combines, on a d'autant plus les inconvénients du consommateur.

Aujourd'hui, je suis le candidat du Syndicat de la magistrature, des homosexuels, des petits commerçants du Cidunati (donc qui sont d'une autre tendance intellectuelle que les autres), je suis le candidat de... Je ne sais pas quoi, moi, de la Défense de la bicyclette, des objecteurs de conscience, des soldats appelés... Qu'est-ce que vous voulez que je fasse ? Je peux pas vous dire que je vais prendre les anarchistes et enlever le Cidunati, par exemple !

M.L. — C'est justement parce que les anarchistes ne veulent pas être représentés par un individu simplement...

COLUCHE — De toute façon, moi je ne les représenterai pas !

M.L. — ...qu'ils remettent en cause le suffrage universel.

COLUCHE — Ouais, mais ça c'est des idées politiques utopistes, hein... Je m'excuse, mais je n'ai pas l'impression qu'à l'époque où on vit... Tu vois, ça me fait penser aux mecs qu'ont des idées sur le cul ; on a des pratiques de cul qui sont à ras-de-terre, on a des idées qui sont au-dessus de notre tête, et justement notre cul, il est entre les deux. Tu vois... Alors, à mon avis, tant qu'on aura pas les idées là où on a le cul, eh ben on fera pas un pas sur le cul. Alors, c'est bien que l'anarchie ça soit au-dessus de notre tête, mais nous, on a les pieds par terre donc il y a une contradiction, si tu veux, dans leur vie, qui les aident à vivre et c'est bien mignon, mais c'est tout... Moi, je prétends rien faire, j'ai pas de programme, j'ai pas d'intentions, j'ai pas l'intention d'avoir quoi que ce soit comme poste dans le gouvernement à venir ou n'importe quoi, tu vois, je le fais vraiment pour rien, donc, à partir de ça, celui qui est d'accord avec moi, ça tombe bien, tant mieux, celui qui n'est pas d'accord, tant mieux... Moi, tu sais...

M.L. — Est-ce que tu appelleras à voter contre Giscard, par exemple ? Aucune consigne, dans un sens ou dans l'autre ?

COLUCHE — Non, jamais, non... (s'adresse à son secrétaire qui lui présente la presse du jour et, ravi de ne pas figurer dans le sondage du Figaro :) y'a pas le mien ? C'est ça qui est formidable ! Ils font des sondages sérieux, et j'y suis pas. « Giscard 46 et Mitterrand 54 » ; c'est ça qu'ils voulaient mettre. Il y a des mecs qu'ont 0,5, et moi j'y suis pas. C'est super, c'est ça que je préfère. Tu vois, c'est pas compliqué, la politique, t'as qu'à laisser faire les adversaires. Tu te présentes, et puis c'est ceux qui ont le pouvoir qui font des conneries, tu vois ? Pour l'instant, j'ai rien fait, à part répondre aux mecs qui viennent me voir et qu'ont un journal, et qui me demandent ce que j'en pense et à qui je réponds que j'en pense rien, que je m'en fous. Voilà tout ce que je fais. (A son secrétaire :) Coluche, en page 2, c'est qui ? Je l'ai bien gaulé, lui, hein ? J'ai été me le faire, (nom du même journaliste) ! « ...16,1% des Français ont très envie de lui

donner leur voix... » Enfin, qu'est-ce que tu veux, ça les distrait, ça fait vendre le canard ! Ça, c'est une pub. Sondage... Coluche... Page 4... Alors, il faut regarder la fin, tu vois, c'est ça qui compte. Il faut savoir où le mec a peur ! Alors, où il est cet article ? Ah ! c'est très bien ! Ah ! il y en a d'autres, là. Moi je dois dire que rien que pour avoir foutu la trouille aux hommes politiques de métier, je considère que j'ai pas perdu mon temps à parler aux journalistes à qui, en fait, je n'avais rien à dire. Moi je pensais que j'avais 2%.

M.L. — Les gens qui n'ont jamais voté, au moins par désintéressement, vont, cette fois, voter pour toi ?

COLUCHE — Mais bien sûr ! Moi, je le ferais, moi ! Si tu te présentais en disant « J'encule tout le monde », je voterais pour toi ! Et pourtant, j'ai jamais voté ! Un truc plus compliqué : on me dirait « Le jour des élections, allez à la pêche, achetez une gaulle, retrouvez-vous au bord de la Marne, on va faire une manif de pêcheurs, le jour des élections ! », j'irais, moi !

M.L. — C'est intéressant, ça, parce qu'on a l'intention de faire, le jour des élections, une grande fête abstentionniste !

COLUCHE — Il faut faire une fête abstentionniste où on va d'abord voter pour Coluche et où, après, on se bourre la gueule ! Oui mon vieux, c'est ça qui est bien. Voter Coluche et être abstentionniste, c'est pareil. Ta fête abstentionniste, elle va passer pour un con, avec mon vote, parce que, évidemment, il va y avoir plein de gens, ils veulent voter pour moi, c'est sûr. Alors, t'auras l'air fûté ! Si tu fais une fête abstentionniste, t'auras l'air de vouloir me retirer des voix et de faire le jeu de la droite !

M.L. — On peut te retourner le compliment !

COLUCHE — Tu peux toujours retourner le compliment, sauf que j'ai plus d'électeurs que toi, déjà !

M.L. — Il y a plus d'électeurs de Coluche que d'abstentionnistes ?

COLUCHE — Vous pariez ? Tu prendras le pourcentage d'abstentionnistes et le pourcentage des mecs qui ont voté pour moi,

tu verras que t'as perdu. Si le pourcentage d'abstentionnistes est en augmentation de 12% ces derniers mois, c'est pas de ta faute, c'est de la mienne. Faut pas déconner, non plus. Les gens qui ne vont pas voter en ont rien à foutre, parce qu'd'habitude il y a rien qui les amuse, mais là, c'est pas le cas ! Tu te rends pas compte ! Francis Blanche se serait présenté il y a quinze ans, t'aurais voté pour lui ! Ou... Zavatta ! T'aurais dit « Ben oui, je suis abstentionniste, mais j'y vais parce qu'il faut montrer qu'on est beaucoup. » C'est sûr, ça. Moi, je l'aurais fait en tout cas, et pourtant, je suis abstentionniste. Tu sais, pour me faire lever le cul pour aller à la mairie, faut se lever tôt ! Oui, moi je trouve que c'est rigolo. On m'aurait présenté un singe, par exemple, tu vois, j'y serais allé...

M.L. — Zo d'Axa, en 1898, proposait un âne...

COLUCHE — Ouais... le problème, c'est de savoir le bruit que ça fait, quoi. Si ça fait marquer dans ton quartier et que c'est toi qui a une histoire à raconter à tes enfants, c'est bien, mais si ça fait du bruit comme ma candidature, c'est pas mal non plus. Moi, je crois qu'il faut saisir l'occasion du fait que ça fait du bruit. Moi, je parle pas, c'est les autres qui parlent. Celui qui veut, celui qui soutient ma candidature, il le dit et il l'écrit dans un canard, et puis voilà...

M.L. — De « puissants analystes » prédisent que c'est une main de maître qui récupérera le truc...

COLUCHE — De toute façon, c'est une main de maître qui va récupérer le tout. Le problème, c'est que même si ma candidature ne sert qu'à prouver que la gauche est inefficace et qu'elle a besoin d'organisation...

M.L. — Tu crois que ça restait à prouver ?

COLUCHE — Pour l'instant, ils ne font rien pour que ça change. Nous on le savait, mais pas eux ! C'est ça, le truc. C'est comme le requin est l'ami de l'homme : le requin n'attaque pas l'homme ; l'homme le sait, mais pas le requin.

M.L. — Où l'on s'aperçoit que le seul candidat anti-sérieux, c'est finalement le plus ambitieux ?

COLUCHE — Ben non, moi je n'ai pas d'ambitions, il se trouve que c'est comme ça. Moi, je te le dis, les ambitions que j'avais, c'était 2% à la fin de la campagne ; je me retrouve avec 16% après un mois et demi. Je dis que même si ça servait qu'à ça et que même si on pouvait dire, à la fin du compte, c'est négatif, même si c'était négatif, mon action, je trouve que ça serait bien. C'est ça qui compte. Moi je fais rien. Si à la fin du compte ça ne faisait chier que les gentils et que ça arrangeait les méchants, je m'en foutrais. C'est un peu en cela que je suis anar, si tu veux.

M.L. — « Les gentils » ?..

COLUCHE — Enfin, ceux qui voudraient arranger le coup. On est bien obligé de dire que la droite et la gauche sont pas du tout de



même... ont pas les mêmes intentions, quoi.

M.L. — Ah ?

COLUCHE — C'est ce qu'ils disent ! Tu peux pas dire que c'est contre ce qu'ils disent, puisqu'ils ne l'ont jamais fait. (Feuilletant un magazine...) « Ne croyez plus au Père Noël, il risquerait d'être candidat ! » Tu vois, là... « Coluche... » Moi je ne ferai rien, surtout. Je suis sûrement le seul candidat que mes 7% de sondages n'intéressent pas. Tous les autres, ça leur fait quelque chose, à moi, ça ne me fait rien ! J'en ai rien à foutre. Moi, je pensais 2%, depuis un moment je me dis que ça va peut-être marcher mieux. De toute façon, côté faire chier, oui ! Moi, ça m'amuse. Je vais vous dire un truc : le journal que vous représentez, là, moi ça ne me viendra pas à l'idée de vous demander d'être pour, mais à mon avis, si vous le faites pas, vous aurez l'air con. Si jamais vous ne prenez pas parti pour le train qui est en route, si vous ne montez pas dans le train, les mecs qui lisent votre canard, ils diront ils sont bien gentils, mais quand même ils avaient pas pensé à faire ça et c'était quand même la plus belle plaisanterie. Je vais te dire, si tu ne joues pas avec cette plaisanterie-là, t'en auras pas d'autres !

M.L. — On te rappelle qui on est, on n'a pas de mots d'ordre de ce genre à lancer...

COLUCHE — Non, mais j'explique ! Toi, personnellement, dans ton canard, si tu dis que t'es pas pour, t'auras l'air con ! T'as beau te dire « Moi j'ai des idées différentes et j'emmerde tout le monde, j'ai le droit à la cohérence et tout », c'est pas vrai ! C'est pas vrai ! C'est cohérent, ce que tu fais, ça existe en tant que tel, et quand à la fin du compte on dira moi j'étais pas dans ce coup-là, eh ben on te diras t'as eu tort, et puis c'est tout !

M.L. — Dans un M.L., quel qu'un t'écrit que ce n'est pas de l'intérieur qu'on bouffe le système parlementaire, mais de l'extérieur, « au mortier ».

COLUCHE — Ben, ça fait combien de temps qu'il fait ça ?..

M.L. — Oh lui, dans les cinquante années...

COLUCHE — Ben oui, ben les communistes aussi, ça fait cinquante ans qu'ils essaient de faire quelque chose, eux... et puis ils sont arrivés à rien. Debré, ça fait trente-deux ans qu'il fait de la politique, il a 6,5%, moi j'en ai 16 ! Et puis moi, ça fait un mois et demi que je fais de la politique. Alors le mec, je te dis, qui prend pas ce train-là aujourd'hui, il a beau s'appuyer sur une idée qui est plus ancienne, vis-à-vis de ses lecteurs il aura l'air... il sera délogé ! Pas de problème, voilà, c'est tout. C'est le problème de comprendre ce qu'il se passe là. Celui qui ne veut pas jouer à ça, à mon avis il a tort, si tu veux. On dira les anars ont bien voté pour Coluche, mais le journal était pas d'accord. Il aura pas l'air nul !

M.L. — « Les gentils » ?..

COLUCHE — Enfin, ceux qui voudraient arranger le coup. On est bien obligé de dire que la droite et la gauche sont pas du tout de

Entretien réalisé le 15/12/80 par le Comité de rédaction.



informations internationales



PROCÈS DU JOURNAL POUR

Le procès intenté à l'hebdomadaire belge *Pour* par l'ex-ministre des Affaires étrangères, Simonet, se termine. Rappelons brièvement que *Pour* accusait Simonet et sa femme de vendre des armes aux dictatures sud-américaines dans des conditions plus que louches.

Le jugement sera prononcé dans un mois, mais le substitut a proposé au tribunal la condamnation de *Pour* à un franc de réparation et à la publication du jugement dans sept quotidiens.

Le substitut a pourtant reconnu l'authenticité des documents publiés par le journal, mais a décidé de condamner la forme des articles et non le fond ! En outre, le substitut reproche à *Pour* la publication de documents volés à l'ambassade de Belgique à Montevideo.

Un procès en chasse un autre...

En effet, le 12 décembre dernier, la Chambre du Conseil a décidé d'inculper les secrétaires de rédaction du journal pour avoir révélé les pratiques illégales des polices belges en ce qui concerne, en particulier, les microfiches B et l'activité d'Interpol Wiesbaden. Un traducteur-réviseur du Parquet de Bruxelles a été aussi inculqué pour violation de secret professionnel dans cette affaire.

L'affaire est donc renvoyée devant le tribunal correctionnel onze mois après son déclenchement, et après avoir causé pas mal de remous dans l'opinion publique belge, notamment lorsque quatre cents journalistes de la presse écrite, parlée et télévisée avaient signé une pétition de solidarité avec *Pour*.

OCCUPATION A MONS

JEUDI 18 décembre à 12 heures, une centaine de militants syndicaux ont occupé le centre électronique de la Société Générale du Hainaut situé à Mons. Cette occupation avait pour buts principaux de protester contre la politique d'austérité et le fichage politique et syndical, et de défendre le volume de l'emploi.

Cette action était accompagnée de manifestations à Namur et Quaregnon. Les occupants du centre d'informatique se montrèrent d'autant plus résolus que la direction de la Société Générale

decida de porter plainte, et que la police avait pour consigne de relever les identités de tous les occupants lors de leur sortie. Les manifestants ripostèrent par une menace : « Si la mesure n'est pas levée d'ici 15 minutes, nous lancerons une première bobine magnétique par la fenêtre, et d'autres suivront ».

De plus, ils se dirent prêts à couper le conditionnement d'air pour les ordinateurs !

La direction commença à faire de l'huile... Après des négociations avortées et l'arrivée des camarades de Namur et de Quaregnon venus sur place soutenir les occupants, la direction cède et tous purent sortir sans être inquiétés, sous les ovations de la foule qui entonna l'Internationale... Comme quoi, solidarité et détermination font plus que force ni que rage.



CHILI

RÉPRESSION

Nous connaissons du Chili le caractère répressif du régime de Pinochet, mais on parle peu de la résistance organisée des syndicats ou de certaines organisations politiques, et en particulier des anarchistes qui ont toujours tenu un rôle non négligeable dans l'histoire sociale chilienne.

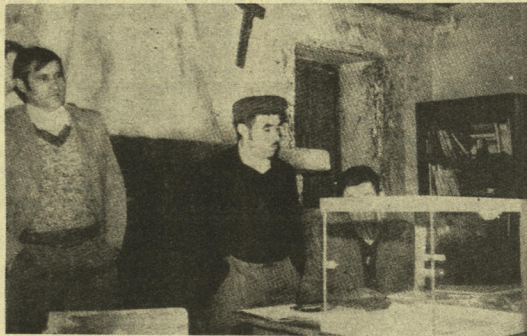
Aujourd'hui, les anarchistes sont en grand nombre dans le CODES (Comité de défense des droits syndicaux) et s'organisent entre eux dans un comité de relations libertaires. Ils sont particulièrement actifs dans les quartiers périphériques de Falca, San Antonio et Santiago. Bien évidemment, la répression s'accroît dès que l'on devient trop actif, après l'assassinat de Roberto Vergara en juin dernier, plus de mille personnes furent arrêtées et parmi elles de nombreux travailleurs anarchistes. Beaucoup d'entre elles furent relâchées, mais les autres restent emprisonnées (on devine dans quelles conditions...).

Une campagne internationale de solidarité a été entamée et elle est très active dans certains pays comme la Norvège, avec la Fédération syndicaliste norvégienne. Pour sa part, la Fédération Communiste Anarchiste d'Amérique du Nord a créé un fond de solidarité pour le Chili qui servira aux prisonniers anarchistes actuellement détenus et torturés dans les geôles de Pinochet.

(Lu dans North American Anarchist)

espagne

LE SENS CIVIQUE N'EST PLUS CE QU'IL ÉTAIT — Privés pendant quarante années de ce jeu stupide qui consiste à déposer régulièrement un morceau de papier dans une urne, les Espagnols ont été conviés, depuis le rétablissement de la démocratie, à rattraper le temps électoral perdu. Législatives, municipales, sénatoriales, syndicales, en faveur de la nouvelle constitution ou des statuts d'autonomie proposés aux régions, les élections se sont succédées à un train d'enfer durant ces quatre années de post-franquisme.



Interrogé dans le quotidien *El País*, l'écrivain espagnol Sanchez Drago affirme que les taux élevés d'abstention qui ont marqué toutes ces consultations électorales, surtout après une aussi longue période de fascisme, sont un signe on ne peut plus évident de santé mentale des citoyens de ce pays. C'est qu'en effet, chacune des élections qui a lieu voit augmenter de façon alarmante — pour les politiciens — le taux d'abstention. Il y a quelques semaines, les électeurs de Séville et d'Almería étaient appelés à désigner de nouveaux représentants au Sénat. Tous les grands caïds de la politique espagnole s'y sont rendus pour défendre les candidatures de leurs protégés locaux et réveiller un sens civique dont les sondages confirmaient l'apathie. Résultat : 55 et 60% d'abstention respectivement.

Dernière en date des multiples représentations du guignol électoral espagnol : le référendum sur le statut d'autonomie proposé à la région de Galice, qui a eu lieu le dimanche 21 décembre. Tous les partis politiques représentés à l'échelle nationale ainsi que trois autres purement régionalistes, s'ils étaient opposés quant au contenu du vote, se sont tous regroupés sur un point : la nécessité de voter, présentée comme un devoir sacré. Là encore pourtant, les sondages publiés quelques semaines avant le jour fatidique indiquaient que l'abstention risquait d'être importante. Alors, on a mis le paquet. Annonces

télévisées et radiodiffusées à profusion, déplacement des grands témoins du show politique, mise à la disposition du Conseil régional de Galice de camionnettes publicitaires chargées de parcourir les petites villes et les campagnes, bref tout fut mis en œuvre au service du Grand Abrutissement. Le 21 décembre, jour du référendum, des autocars furent mis en service pour aller chercher les personnes isolées dans les campagnes. Le temps lui-même s'était rangé du côté des politiciens puisqu'un soleil radieux brillait sur toute la Galice. Hélas — toujours pour les politiciens — rien n'y a fait. Bataillant tous les records enregistrés jusqu'alors dans ce pays, l'abstention a cette fois atteint le taux de 72%, avec une mention

fini de payer une machine dont on ignore si elle pourra fonctionner à nouveau.

allemagne

NUCLÉAIRE — Entre six mille et huit mille personnes ont manifesté à Brockdorf, fin décembre, pour protester contre la suite des travaux de la centrale. Les manifestants ont tenté de détruire le portail d'entrée avec des ancres, des cordes et des échelles. Les actions étaient appuyées par une radio-pirate (radio Störtebeker). Les policiers sont intervenus avec des lances à eau; quelques cocktails molotov ont volé (sans faire de dégâts). Les forces de l'ordre ont réussi à repousser les manifestants après des combats acharnés. Il y a eu quelques blessés. Les paysans du coin voulaient prendre part à la protestation avec leurs tracteurs, mais ils ont dû céder devant les barages des flics. Selon un autonomiste de Hambourg, cette action devait être la première d'une nouvelle offensive contre la construction de la centrale de Brockdorf.

MILITAIRE — En RFA, les protestations contre l'armée s'élevèrent également dans les encintes des casernes. Dès qu'elles ont eu vent d'une « contestation », les autorités militaires ont sévi immédiatement. Il y a quelque temps, des soldats ont signé un tract contre la guerre publié dans plusieurs journaux. Les autorités militaires se sont tout de suite retournées contre les signataires. Des soldats furent remis entre les mains du Militärischer Abschirmdienst (MAD) — équivalent de notre sécurité militaire — et les premières sanctions tombèrent : à Wetzlar, un grenadier a été condamné à une amende de 195 DM uniquement pour avoir signé le tract. Pour avoir distribué le tract en uniforme et devant une usine d'armement, un autre soldat a écopé cinq jours d'arrêt disciplinaire à Arolsen. Deux autres et un médecin de l'état-major sont menacés de rétrogradation. Selon les indications fournies par les signataires du tract, presque tous les réservistes gradés ayant signé le tract ont été réformés. Les autorités militaires voyaient dans ce tract « un appel à la désobéissance collective ».

Voilà déjà dix semaines que croupit à la caserne de Delmenhorst, l'objet de conscience Ralf Houben. On lui a refusé le statut pour argumentation d'ordre politique. Le 1^{er} octobre, Ralf devait se rendre sous les drapeaux. Une fois à la caserne, il a obstinément refusé de porter l'uniforme. Et depuis, il est au trou. Un comité de soutien s'est formé autour de son cas.

NOTE DE LECTURE

« LE TABOURET DU PIOTR » : UN PIÈTRE ESCABEAU

Le socialisme sans la liberté, c'est la caserne.
Michel Bakounine

Vous savez qu'ils commencent singulièrement à nous les gonfler, tous ces intellectuels de gôche à la mords-moi-les-choses qui n'en finissent pas de découvrir le totalitarisme stalinien, parfois léniniste quand ils osent aller jusque là (mais ils sont beaucoup moins nombreux).

Pour se persuader que Jean Kéhayan (1) se situe dans l'une ou l'autre catégorie, il faudrait reprendre un bouquin qui vous tombait des mains d'ennui à la première lecture. Alors, merci !

Quand on a sciemment évité de se fourvoyer dans le PC parce qu'il représente — non pas depuis les premiers jours de la révolution d'octobre, mais déjà du temps où Lénine n'était qu'un obscur théoricien besogneux de la social-démocratie — le cul-de-sac atroce de la révolution par l'Etat qui, grâce aux vertus charismatiques de la métaphysique dialectique, dégénère en se renforçant sans cesse, ce n'est pas pour perdre son temps à scruter les vagues dans une cellule en proie au mal du siècle, la présidentielle. Les préoccupations actuelles du mouvement ouvrier sont d'une autre ampleur.

La démarche de ces désenchantés n'est pas antipathique, mais on a aussi le droit d'être fatigués de jouer sans relâche aux rééducateurs d'orphelins en détresse dont le petit père des peuples se révèle n'être qu'un ogre pourvoyeur de goulag. On finirait par se prendre pour un radoteur à force de rappeler que les anarchistes — les vrais, pas ceux qui confondent l'anarchisme et l'irrationnel, fou-tout-fourre-tout où ils entassent pêle-mêle leurs phantasmes individuels et leurs illusions politiques — étaient au courant depuis plusieurs décennies, depuis que les premiers dissidents (Voline, Makhno et quelques autres) leur avaient décrit crûment, pour les avoir vécus, les effets dévastateurs de la dictature sur le prolétariat.

Certes, rien n'est jamais définitivement joué et nous ne sommes pas des vendeurs de vérité a priori. Mais quand on constate que les tribulations de Kéhayan l'ont seulement conduit à noter que : « La réflexion sur le pouvoir s'est effectuée au niveau collectif ou de l'Etat en tenant pour quantité négligeable la transformation psychologique fondamentale de ceux qui y accèdent » (2), est-ce vraiment du dogmatisme de rappeler que l'Etat représente les intérêts de la classe dominante ? que la relation entre l'Etat et la classe dominante est bi-univoque et implique une classe dominée, donc exploitée et productrice de plus-value ? que la classe dominante se fout, comme des premières liquettes de Mahomet, de la psychologie de ses membres pris individuellement ? que l'histoire fourmille d'exem-

ples où, lorsque les intérêts fondamentaux, son existence, sont en jeu, la classe dominante n'hésite pas à sacrifier une partie des siens ?

Est-ce vraiment du dogmatisme de constater que le socialisme étatique, donc autoritaire, prétendument « à visage humain » ne peut être qu'une foutaise d'idéologue ? que si le socialisme est réalisable (et c'est notre conviction), il ne peut se développer que dans des structures libertaires, c'est-à-dire anarchistes, donc sans Etat ? que cela implique la destruction de l'Etat (sans reconstruire quoi que ce soit qui en tienne lieu) à l'occasion d'un processus révolutionnaire ?

Les « révélations » de Kéhayan sont certainement importantes pour lui ; qu'il nous le pardonne ou pas — à part quelques anecdotes amusantes et de peu de portée —, elles n'ont pour nous que le goût du réchauffé. Il ne nous apprend strictement rien d'essentiel. Sur-tout pas quand il semble se désespérer sur ce PC à la remorque du Kremlin et qui refuse même de tenter l'expérience d'un « socialisme aux couleurs de la France » ! Et merde ! Couleurs pour couleurs, nous préférons celles du communisme fédéraliste libertaire internationaliste, noir et rouge. Mais des couleurs sont-elles vraiment nécessaires ?

Au moins, dans *La Rue du prolétaire rouge* (3), qui est un reportage sur la vie quotidienne à Moscou, on échappait aux réflexions fumeuses sur la politique politicienne à usage hexagonal.

En revanche, ceux qui s'intéressent sérieusement à l'analyse des régimes se réclamant du marxisme, liront avec profit *La Nomenklatura* (4). On peut même y prendre son pied. Certaines des positions de Voslensky ne sont pas les nôtres, et il n'aborde pas la théorie de l'Etat parce que ce n'est pas son propos (le préfacier Ellenstein aurait pu tout de même y faire quelques allusions, mais il semble de la même école que Kéhayan), mais il a entrepris — et il y réussit pas mal — une étude matérialiste de l'histoire de l'URSS où la psychologie et l'éventuelle mégalomanie de Staline apparaissent pour ce qu'elles sont par rapport aux intérêts de la nouvelle classe dominante : tout juste un pet de lapin.

Pour pratiquer cette dissection, Voslensky utilise comme scalpel un humour féroce et glacial, ce qui ne gâche rien.
Marc PRÉVÔTEL

- (1) Jean Kéhayan, *Le Tabouret de Piotr*, Seuil, Paris 1980.
- (2) *Ibid.*, 140.
- (3) Nina et Jean Kéhayan, *La Rue du prolétaire rouge*, Seuil, Paris 1978.
- (4) Michael Voslensky, *La Nomenklatura*, Belfond, Paris 1980.

CARPE DIEM

A l'Aire Libre (3, impasse de la Gaîté, Paris 14^e, tél : 322.70.78), Jean-Luc DEBATTICE, un grand amoureux du verbe et du geste, subseqüemment auteur, compositeur et comédien, délivre en toute générosité ce qu'il a à dire ou trouve à redire sur nombre de choses qui ne peuvent laisser de marbre. De l'énergie tous azimuts, ce gars-là ! Un vrai dingue... Avec un décor des plus vierges, il vous en fout plein la gueule, de la pointe du pied à l'extrême syllabe en passant par la voix — belle — et l'œil terriblement critique et éloquent. Orfèvre du mot, il vous en démultiplie les sens à l'infini par le jeu grave de la réflexion, et chacun peut, dans ce tourbillon audio-visuel, cueillir au passage ce qu'il mérite, rire ou angosser.

Seul en scène, à 23 h, tous les jours sauf dimanches. Vingt francs au lieu de 35 en se recommandant du Monde Libertaire.

A la Gaîté-Montparnasse (26, rue de la Gaîté, Paris 14^e, tél : 322.16.18), Mathias 1^{er}, pour les 9-13 ans (officiellement, car adultes ou séniles, en fait tout le monde y trouve son compte !).

Décidemment incorruptibles, les BATELEURS 2000. Toujours l'ingéniosité de la mise en scène, l'intelligence du décor et la qualité d'interprétation... rien que ça ! Le bonheur du choix de la pièce, aussi, écrite à partir d'une fable de Janusz Korczak, écrivain et éducateur polonais qui voua sa vie aux enfants, à partir de principes d'éducation basés sur l'autogestion et le respect de leurs personnalités (il les suivra de plein gré jusqu'au camp de la mort de Treblinka, en 1942).

Mathias 1^{er}, c'est le rêve d'enfants en révolution contre l'autoritarisme des adultes, contre la considération de l'enfance comme une période de préparation à la vie d'adulte, et pour une reconnaissance à part entière de sa singularité et de son autonomie.
(Jusqu'au 7 février, les mercredis, samedis, dimanches et jours de vacances scolaires, à 14 h 30. Adultes 20 F; enfants 15 F; groupes 10 F : 533.42.21).

IMAGO. Non, on n'étiquette pas cette « chouette bande de jeunes » ! C'est électrique, issu du folk, c'est pas triste non plus... et ça vous chante autre chose que de mièvres amours estivales. C'est bien personnel aussi, et plutôt « musclé », comme style; ils savent naviguer de la tendresse à la rage et de la flûte traversière aux guitares, le tout avec dextérité et attention, violence ou humour, sincérité en tout cas.

Six « mordsus » à voir et entendre, regarder et écouter, à soutenir puisque excellents.
(Jusqu'au 1^{er} février, à 20 h 15, tous les jours sauf lundis. Réduction (30 F au lieu de 40) aux porteurs du Monde Libertaire).

En vrac : ALAIN AURENCHÉ, talentueux auteur-compositeur, chantera au « Neptune » à Alençon, accompagné au piano par Alain Breheret, du 27 au 31 de ce mois à 21 h.

G.C.

« ...LA DECELERATION DU RYTHME D'ACCROISSEMENT DU NOMBRE DES DEMANDEURS D'EMPLOI CONTINUE DE SE POURSUIVRE ... » (LE MINISTRE DU TRAVAIL DE LA PARTICIPATION)

— OU —
LE JOURNAL DE VACANCES D'UN CHOMEUR



(Dessins de Touzot)

A suivre

SUR LES RUINES DE CARTHAGE

De René KALINSKY au Petit TEP

« Delenda Carthago ! », disait Caton l'Ancien, et ainsi fut fait, Carthage fut détruite, l'impérialisme romain réalisa son but, comme tout impérialisme de nos jours, Carthage fut détruite et il n'en resta plus rien.

De nos jours, à qui sait regarder, il y a de nombreux Carthage, il y a des bruits de bottes qui se font de plus en plus entendre à qui sait écouter.

Un vieil intellectuel de gauche (?) professeur d'histoire ancienne, encyclopédie vivante du passé, à partir d'une réflexion scientifique, a très bien compris que l'évolution historique d'un peuple, d'une ethnie, est tributaire de son passé, et que parfois, même si elle balbutie un peu, l'histoire se répète, inlassablement. Il y aura toujours des nations, qui naîtront, qui évolueront et qui disparaîtront, soit par leur propre décadence, soit parce que le voisin était plus fort, soit parce que le ventre qui donnait naissance à la bête immonde n'était pas forcément mort. Il y a eu les Grecs, puis les Romains puis les Barbares, plus près de nous Napoléon, et ensuite les Nazis; demain ? Allons-nous nous taire devant la nouvelle couche de technocrates que nous réchauffons dans notre sein ? Je ne sais pas, on ne peut pas savoir, tout dépend de nous, on a tellement l'habitude de se faire prendre en charge, on n'a que le maître que l'on mérite !

La réponse est peut-être dans cette pièce, peut-être, mais il est difficile de ne pas penser à Fahrenheit 451 de Truffaut ni à un certain procès qui se déroule à Abas, du côté de la muraille de Chine, là où les révolutionnaires d'un jour sont les réformistes du lendemain.

Trois bons acteurs sur scène qui nous donnent envie de ne connaître ni Carthage, ni les Goulags, ni 1984.

Tous les soirs à 20 h 30, jusqu'au 8 février (à 15 h le di-

manche), au Petit TEP, rue Malte-Brun, dans le 20^e, métro Gambetta.

« N'oubliez pas ta carte orange ça peut servir pas que pour le travail !... »

Pour les paresseux qui n'ont pas eu le courage de se déplacer au Théâtre de la Ville et qui attendent que Djamel Allam fasse tout le boulot, eh bien ils pourront le voir : le 23 janvier à Massy, au centre culturel, 1, allée du Québec, à 21 h; le 24 janvier à Bezons, au Théâtre Paul Eluard, 162, rue Bertheaux, à 21 h.

Toujours en banlieue, et dans un autre style, Béranger, François de son prénom, qui chantera le 24 janvier à Carrières-sous-Poissy, à 21 h. C'est le 28 janvier qu'on pourra le retrouver à la maison de la culture de La Rochelle, et cette fois-ci ce sera à 20 h 30... En revanche, le 3 février, il chantera à 21 h, à l'Antenne culturelle (35, rue Kennedy).

Quant à Michel Buhler, il chante chez lui, en Suisse, le 6 février à 21 h, à Sainte-Croix (dur !).

DERNIÈRE MINUTE : Béranger, qui se prénomme François, chantera encore, le 21 février à Sucy-en-Brie (centre culturel), à 20 h 45, le 27 à Alençon, même heure, mais on ne sait pas où, le 28 à la salle des Fêtes (rue du Docteur Calmette), à 21 h.
J.S.

Au café-théâtre « L'Antiope », (6, rue des Bernardins, Aix-en-Provence), spectacles de janvier jusqu'au 24 : Sara Alexander; du 28 au 1^{er} février le Mime Fredely.

Ceux de février : du 4 au 7, Carlos Andreu; du 11 au 14, Corringe; du 18 au 21, Alain Apary : one man show Interdit au public; du 25 au 28, le groupe « Vit un peu ».

POLOGNE

SOLIDARITÉ AVEC SOLIDARNÖSC

D EPUIS plusieurs mois, les médias se sont emparés des événements polonais et montrent ainsi le développement d'une lutte exemplaire. Les ouvriers, les étudiants et les paysans ont fait preuve d'une maturité, d'une solidarité de classe qui ont remis à l'ordre du jour les possibilités de création d'organisations de masse dans les pays socialistes. Les luttes engagées par les travailleurs polonais pour construire les syndicats « Solidarité » nous renvoient automatiquement aux combats menés en leur temps par les classes ouvrières des pays capitalistes occidentaux pour le droit de grève, le droit syndical.

L'histoire des mouvements ouvriers est secouée par ces remous victorieux ou non qui leur ont permis de créer des centrales ouvrières. Les martyrs de Chicago, les fondateurs de la CGT, de la FAUD, de l'USI ou de la CNT sont entrés dans l'histoire et celle-ci a intégré les syndicats au régime capitaliste. Elle a gommé leur but révolutionnaire. Elle a fondu les intérêts de classe des travailleurs avec ceux du patronat. Mais les événements qui se déroulent actuellement en Pologne n'appartiennent pas encore à l'histoire : les jeux ne sont pas faits !

Tableau de la situation

Les événements récents de Pologne sont le fruit d'une lutte qui dure depuis dix années. Tantôt latente, tantôt ouvertement exprimée, elle s'est traduite par un mûrissement progressif des comportements des travailleurs. On peut citer les grandes grèves des chantiers navals en 1971 qui se sont soldées par l'éviction des éléments les plus actifs, dont Lech Walesa, grèves d'ailleurs vilipendées à l'époque par l'Eglise qui appelait au calme social, et qui ont été réprimées dans le sang (plusieurs morts), par l'armée polonaise. Outre cela, les Polonais ont toujours résisté passivement à la doctrine officielle, par les moyens du bord, même si cela consistait simplement à aller à l'Eglise.

Les mouvements d'il y a dix ans étaient sporadiques et spontanés. Les grèves de Gdansk en juillet 80 ont été menées de façon organisée et méthodique. On laissait fonctionner les transports en commun, on organisait immédiatement la répartition des denrées, pour éviter la famine. Peu après, des mouvements naissaient un peu partout dans le pays, chez les paysans, les étudiants, les ouvriers, mouvements organisés en syndicats et fédérés entre eux.

La plate-forme de revendications de Gdansk, qui comportait

vingt et un points, ressemblait, par une ironie de l'histoire, à celle des marins de Cronstadt (hormis celui concernant l'Eglise !) et était fortement « politique ». En effet, si les travailleurs demandaient l'alignement de leurs allocations familiales sur celles des policiers et des douaniers, le rehaussement des salaires et la réduction du prix des cantines, ils revendiquaient également la construction d'un monument aux morts de 71, la levée de la censure dans les médias et un contrôle de ceux-ci, la reconnaissance officielle du syndicat créé au cours des luttes, la réintégration des licenciés de 71, la libération des membres du KOR (organisme d'opposition), et même... la retransmission en direct de la messe du dimanche à la télé.

Si le mouvement s'est étendu à toute la Pologne, ce n'est pas seulement parce que la plupart des revendications étaient justes en soi et tombaient à point pour exprimer le mécontentement de tous, mais aussi parce que les structures que s'étaient données les travailleurs permettaient la prise en charge collective de celles-ci. En effet, les décisions prises en assemblées générales, les délégués mandatés sur des points précis, les négociations avec les responsables officiels retransmises par haut-parleur et par ondes à l'ensemble des concernés, tout cela a contribué à l'intensification du combat dans tous les secteurs.

On peut noter que si les luttes de 1971 différaient de celles de 1980 par une moins grande maturité, les premières n'étaient pas du tout soutenues par l'Eglise. Ces derniers mois, au contraire, celle-ci a compris tout l'intérêt qu'elle pouvait tirer d'un soutien tiède aux grévistes, sachant que la Pologne comporte bon nombre de catholiques et qu'il vaut mieux suivre le cours de l'histoire, comme le soutenait un autre émule du messianisme. L'Eglise agit ici comme elle le fait ailleurs, en Amérique Latine en particulier, où les curés et les évêques se targuent d'être anti-fascistes. Forte du soutien d'un pape d'origine polonaise, l'institution locale a senti le vent tourner. Cette initiative a d'ailleurs été entérinée par les meneurs du mouvement, et Walesa, bon père de famille, bon pratiquant, et qui par ailleurs fait figure d'interlocuteur valable, vient d'être invité au Vatican et aussi par la CFDT française, dont l'origine confessionnelle est connue.

Malgré tout, il serait dommage de rejeter d'un bloc l'organisation construite avec ténacité par les travailleurs, au nom de la ré-

cupération possible de celle-ci.

Les réponses internationales

La politique internationale profite des événements polonais. Elle les récupère pour marquer des points dans des polémiques internes. Carter et Reagan — solidaires officiellement des ouvriers polonais — gagnèrent des bulletins de vote. L'anti-communisme institutionnel des Etats capitalistes occidentaux s'accroît dans les limites acceptées par la politique des blocs. Le capitalisme privé n'a aucun intérêt à voir se développer dans des pays de l'Est des luttes qui déstabi-



lisent les situations sociales et ébranlent les régimes socialistes.

Les marchés internationaux, les échanges monétaires ne peuvent jouer que dans une situation mondiale calme. Le capitalisme libéral s'est donc empressé d'assurer l'Etat polonais de toute sa solidarité de classe, image réelle de l'entraide effective passée entre les Etats libéraux et socialistes. Mais la réponse internationale des classes ouvrières fut, quant à elle, beaucoup moins bruyante, si ce n'est silencieuse. En France, les états-majors confédéraux sont restés attentifs. La CFDT, ayant une image de marque à maintenir, a immédiatement envoyé une délégation d'observateurs lors des négociations de Gdansk, entretient des rapports constants avec « Solidarité ». Krasuki a également reconnu les événements polonais à leur juste valeur et a appelé, au cours de l'automne, à l'unité entre les syndicats polonais (sic). Réponses politiques dictées par des intérêts bureaucratiques, mais n'engageant pas les centrales ouvrières dans une position trop partisane. L'ensemble des travailleurs syndiqués ou non, a failli à son devoir immédiat. Les luttes menées par les travailleurs polonais ont un dénominateur commun avec celles engagées, en leur

temps, par les classes ouvrières occidentales : c'est leur reconnaissance en tant que classe par le régime socialiste, l'acceptation de syndicats par le capitalisme d'Etat. C'est le droit d'auto-organisation ouvrière qui est en jeu en Pologne. Les travailleurs occidentaux abandonnent la classe ouvrière polonaise dans un combat fondamental qui oppose n'importe quel travailleur à n'importe quel patron.

La sauvegarde des syndicats « Solidarité » est la reconnaissance internationale des luttes ouvrières. Aider « Solidarité », c'est aider une classe ouvrière à se forger les moyens de s'émanciper. C'est au nom de cette émancipation ouvrière que les anarchistes en appellent à la solidarité internationale. L'aide que nous apportons à « Solidarité » n'est pas un soutien inconditionnel aux mots d'ordre des ouvriers polonais, mais représente bien une solidarité de classe de travailleurs révolutionnaires envers d'autres travailleurs qui se forgent l'outil indispensable à leur émancipation : la création d'un syndicat. En effet, ce n'est pas sans réticence que nous avons entendu récemment Walesa dire à Jean-Paul II : « Nous voulons tes conseils et nous te servirons toujours ». Mais la classe ouvrière polonaise n'est ni meilleure ni pire que celle de France ou du Chili, avec sa haine du juif, son alcoolisme, son amour des curés.

Pour nous, il s'agit donc de soutenir un mouvement de masse (il comporte dix millions d'adhérents) et de classe, sans ignorer les défauts de ses adhérents, les dangers que peut représenter un appareil avec des vedettes enchristées à sa tête. Si la classe ouvrière polonaise a pu, avec quel éclat !, s'opposer à l'Etat, il lui reste à prendre conscience de l'égalité d'oppression de l'Eglise. Mais ils auront à se déterminer eux-mêmes !

Donc, soutenir les syndicats polonais revient à faire connaître leurs méthodes d'auto-organisation dans nos sections syndicales, dans nos entreprises, aider les travailleurs polonais en leur envoyant des gages de soutien matériel ou des prises de position. Défendre « Solidarité » n'est pas soutenir les propositions avancées par les travailleurs polonais dans leur ensemble, mais bien le droit à tout travailleur de lutter contre le pouvoir au sein d'organisations de classes.

Quelles perspectives ?

Malgré les embûches, la crise politique et sociale provoquée en Pologne, les syndicats « Solidarités » tiennent et se développent.

Si nous pouvons dire que ce sont les mêmes gens qui ont accueilli massivement Jean-Paul II et qui ont construit « Solidarité », cette insertion de l'Eglise dans les luttes ne retire rien au caractère de classe de « Solidarité ».

L'Eglise polonaise à double visage, confesse les grévistes de Gdansk au cours des négociations, approuve mollement le peuple polonais, mais aussi laisse faire les pogroms en 1940, se tait après les assassinats de 1971, et sert actuellement de médiateur entre le pouvoir et les travailleurs. Le danger immédiat qui guette les travailleurs polonais est non seulement une possible récupération par le pouvoir des syndicats « Solidarité », mais aussi une dissolution pure et simple de l'organisation de classe. Le régime socialiste ne peut permettre que se perpétue cette structure qui s'oppose à lui, de même que les USA n'ont pas toléré le Chili d'Allende, et que Khomeiny s'est empressé de fusiller les meneurs des syndicats iraniens lorsqu'il fut au pouvoir.

Dans les pays de l'Est, la dictature du prolétariat, la stalinisation officieuse, sont les piliers du capitalisme d'Etat et sous-entendent une main-mise du pouvoir sur toute structure existante. « Solidarité », de par son existence même, ébranle le régime polonais, remet en cause inévitablement le rôle du parti et représente l'exemple vivant, aux yeux des travailleurs de l'ensemble des pays de l'Est, d'une opposition que le système ne peut contrôler. Les Etats socialistes refusent toute structure de contre-pouvoir.

« Solidarité », récupéré ou non par les sociaux-démocrates ou les chrétiens, est une structure de contre-pouvoir. Les travailleurs ont montré qu'ils étaient capables de construire une organisation de classe, de maintenir un cadre minimal, gommant les divergences nécessaires à leur mouvement, et qu'ils savent se servir des rênes de l'auto-organisation.

La lutte qui se déroule actuellement en Pologne entre le pouvoir et la classe ouvrière ne se joue pas que sur le plan revendicatif ou d'intégration d'une centrale ouvrière au régime. Elle se place également sur un terrain de classe. Que le syndicat soit reconnu ou que, par la force des choses (intervention soviétique ?), il devienne clandestin, il est un danger pour le capitalisme d'Etat, car il est la mise au grand jour de l'existence des classes au pays du... marxisme.

Groupe Louise Michel